

LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT AUX ETATS-UNIS

D'après un sondage réalisé au niveau national par Duke University, huit Américains sur dix se déclarent favorables aux mesures de protection de l'environnement¹. Une telle majorité se préoccupant de cette question, les autorités américaines ont lancé de nombreuses initiatives de protection de l'environnement, au niveau national, régional et local. Ces initiatives jouent un rôle innovant dans le développement de technologies énergétiques plus propres et plus efficaces. Les gouverneurs, les maires et autres responsables locaux ont pris la tête du combat en faveur d'un avenir plus propre, moins dangereux et plus sûr. Voici quelques exemples d'initiatives en faveur de l'environnement lancées par les autorités nationales, régionales et locales.

LE GOUVERNEMENT FEDERAL

Sous l'égide du président Bush, le gouvernement fédéral alloue des subventions sans précédent aux projets visant à réduire l'effet de serre et à lutter contre le changement climatique, que nous reconnaissons comme l'un des grands défis du XXIe siècle. Le président s'est engagé à réduire l'intensité énergétique des gaz à effet de serre du pays – c'est-à-dire le taux des émissions polluantes par unité d'activité économique – de 18% d'ici à 2012, et notre pays est dans les temps pour atteindre cet objectif ambitieux².

Le gouvernement américain considère que la solution à long terme au changement climatique réside dans le développement de technologies innovantes et adaptées au climat qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre tout en permettant une croissance suffisante pour assurer un développement durable, et il investit dans les recherches sur le climat, les technologies propres de combustion du charbon, les biocarburants, les sources d'énergie renouvelables, l'énergie nucléaire et l'incitation à l'efficacité énergétique dans tous les secteurs de l'industrie. Entre 2001 et 2006, le gouvernement fédéral aura consacré plus de 25 milliards de dollars – plus que tous les autres pays - à la lutte contre le changement climatique.

La loi sur l'énergie de 2005 fixe des normes sévères pour les combustibles renouvelables dont la production aux Etats-Unis devrait doubler d'ici à 2012 et, lors de son discours sur l'Etat de l'Union de 2006, le président Bush a annoncé une augmentation de 22% du financement de la recherche sur les énergies propres afin qu'elle se consacre en priorité aux usines fonctionnant au charbon sans émissions polluantes, aux énergies solaires et éoliennes révolutionnaires et au nucléaire propre et sans danger³.

Les Etats-Unis participent aussi activement à plus de deux cents traités internationaux relatifs à l'environnement et à la négociation d'accords, notamment pour la protection de la couche d'ozone, la préservation des zones humides, la sauvegarde des espèces

¹ <http://www.dukenews.duke.edu/2005/09/nicholaspoll.html>

² <http://www.state.gov/g/oes/climate/>

³ <http://www.whitehouse.gov/stateoftheunion/2006/index.html>

menacées, la conservation des ressources naturelles, la promotion de pêches durables et la diminution des produits chimiques dangereux. L'an dernier, les Etats-Unis ont lancé l'AP6 (Partenariat Asie-Pacifique pour un Développement et un Climat Propres) conjointement avec notamment deux des pays à la croissance économique la plus rapide du monde - l'Inde et la Chine. Leur objectif : collaborer avec le secteur privé au développement d'énergies propres, à la réduction des émissions polluantes au niveau national et à la lutte contre le changement climatique par des méthodes compatibles avec une croissance économique durable et la réduction de la pauvreté⁴.

REGIONS

Les autorités locales sont à l'origine de nombreuses initiatives, principalement dans le Nord-Est, le Centre et sur la côte Ouest.

Climate Northeast Partnership⁵. En 2003, le gouverneur de New York, George Pataki, a lancé une Initiative Régionale sur les Gaz à Effet de Serre, accord historique conclu entre neuf Etats du Nord-Est pour réduire les émissions de CO² de 10% d'ici à 2020, et qui encourage donc les investissements dans des technologies plus propres. Cet accord a été signé en décembre 2005 par l'Etat de New York, le Connecticut, le Delaware, le Maine, le New Hampshire, le New Jersey et le Vermont. Il constitue le premier système gouvernemental d'échange des gaz à effet de serre aux Etats-Unis.

Les sept Etats signataires ont créé un système flexible d'autorisations d'émissions appelées « permis de polluer ». Pour chacune des 121 millions de tonnes de CO² produites par les centrales électriques de la région, les Etats délivrent un permis. Au moins un quart de ces permis seront mis aux enchères, et les fonds recueillis serviront à financer des subventions aux consommateurs ou des projets de défense de l'environnement. Les autres permis seront attribués gratuitement aux opérateurs de centrales électriques.

Cette initiative est la première de ce type aux Etats-Unis et, pour beaucoup, les sept Etats de Nouvelle-Angleterre sont les pionniers de la révolution énergétique du XXI^e siècle. « Notre environnement est une ressource vivante et vibrante qu'il faut protéger, et je suis fier qu'une coalition d'Etats du Nord-Est prenne des mesures pour faire face à ce défi environnemental majeur », a déclaré George Pataki en signant le protocole d'accord⁶.

West Coast Governors' Global Warming Initiative⁷. L'initiative des gouverneurs de la côte Ouest contre le réchauffement de la planète a été lancée en septembre 2003, à l'initiative des états de Washington, Oregon et Californie. Par la voix de leurs gouverneurs, ces Etats se sont engagés à agir « individuellement et au niveau de leur région pour réduire les émissions de gaz à effet de serre » grâce à des stratégies

⁴ <http://www.asiapacificpartnership.org/>

⁵ <http://www.climatenortheast.org>,

⁶ <http://www.ny.gov/governor/press/05/1220052.htm>

⁷ <http://egov.oregon.gov/ENERGY/GBLWRM/WCGGWI.shtml>

« assurant la durabilité de l'environnement à long terme, protégeant la santé publique, prenant en compte l'équité sociale et stimulant une prise de conscience au sein de la population ». Vers la fin 2004, ils ont conjointement approuvé une série de recommandations pour réduire la pollution, notamment un programme d'échange de permis de polluer. En 2005, le gouverneur de l'Oregon, Ted Kulongoski, a chargé un groupe de travail (Oregon Carbon Allocation Task Force) de mettre au point un programme d'échange de permis à soumettre à l'assemblée législative de l'Etat en 2007 et qui pourrait servir de base pour un programme que la Californie et l'Etat de Washington adopteraient.

Western Governors' Association Clean and Diversified Energy Initiative⁸. Lancée en 2004, cette « Initiative pour une Energie Propre et Diversifiée » de l'association des gouverneurs des Etats de l'Ouest regroupe dix-huit de ces Etats. Leur objectif commun est la production de 30 000 mégawatts d'énergie propre d'ici à 2015 et une amélioration de leur rendement énergétique de 20% avant 2020.

Governors' Ethanol Coalition⁹. Cette organisation bipartisane créée en 1991 et présidée depuis 2006 par Kathleen Sebelius, gouverneur du Kansas, réunit les gouverneurs de trente deux Etats et les représentants de cinq nations étrangères. Cette coalition s'est engagée à promouvoir l'éthanol comme combustible alternatif viable en sensibilisant l'opinion publique, par la démonstration des bienfaits de l'utilisation de l'éthanol, en encourageant la production, la recherche et le développement et par le financement d'infrastructures capables de soutenir l'expansion du marché. Elle subventionne la production d'éthanol à partir du maïs et d'autres ressources locales renouvelables avec les méthodes de l'agriculture durable.

International Council on Local Environmental Initiatives¹⁰. Créé en 1990, ce « Conseil International des Initiatives Locales de Protection de l'Environnement » fournit aux autorités locales un cadre pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre et améliorer la qualité de la vie dans leurs circonscriptions. 157 villes et comtés, répartis dans 35 Etats, y participent. En 2005, ils ont réalisé une économie de 600 millions de dollars et réduit les gaz à effet de serre de 23 millions de tonnes.

Le Sommet de Sundance de juillet 2005¹¹, auquel assistaient les maires de 45 villes américaines représentant dix millions d'habitants, s'est conclu par un accord de lutte contre les gaz à effet de serre. Tous les maires sont convenus de recourir plus souvent à des sources d'énergie renouvelable, à éduquer leurs concitoyens en leur montrant à quel point il est important de réduire les émissions de gaz à effet de serre, à collaborer avec les agences des Etats et du gouvernement fédéral afin d'optimiser les ressources potentielles

⁸ <http://www.westgov.org/wga/initiatives/cdeac/index.htm>

⁹ <http://www.ethanol-gec.org>

¹⁰ <http://www.iclei.org>

¹¹ <http://www.sundancesummit.org>

et à créer un réseau de communication entre eux afin de partager leurs succès, leurs informations et leurs ressources. Les organisateurs du festival prévoient de se réunir tous les ans.

La Conférence des Maires des Etats-Unis¹². Lors de leur dernière réunion, en juin 2005, les édiles américains ont adopté un texte sur la protection du climat (*U.S. Mayors Climate Protection Agreement*) qui incite les villes, les agglomérations et le gouvernement fédéral à prendre des mesures pour réduire la pollution liée au réchauffement de la planète. 192 maires, représentant plus de 40 millions d'Américains habitant 38 Etats ont signé un accord de lutte contre le réchauffement climatique en zones urbaines qui les engage à atteindre ou dépasser les objectifs du Protocole de Kyoto, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre de 7% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2012.

LES ETATS

Les gouvernements des Etats ont une large palette d'instruments à leur disposition - fort pouvoir de contrôle sur les fournisseurs d'énergie, sur les normes et codes de construction, incitations fiscales, plans de répartition des sols entre terres agricoles et constructibles – et ils peuvent s'inspirer les uns des autres et tirer les enseignements de leurs expériences. Ils utilisent ces instruments pour améliorer la qualité de l'air, réduire les embouteillages, garantir la fourniture d'énergie et sa fiabilité, et améliorer la qualité de vie de leurs concitoyens tout en ouvrant de nouveaux créneaux au marché de l'emploi.

Les initiatives des Etats contre le changement climatique se sont intensifiées depuis la fin des années 1990. Individuellement, les Etats ont recouru à diverses méthodes pour combattre le réchauffement planétaire - notamment la promotion des énergies renouvelables, le contrôle de la pollution atmosphérique, le développement d'énergies nouvelles et la recherche de solutions particulières pour les secteurs de l'agriculture, des forêts, des transports et de la gestion des déchets. Parmi leurs priorités, les plus répandues sont la défense de leur indépendance énergétique et la lutte contre le réchauffement de la planète. Une trentaine d'Etats ont adopté des lois contre le réchauffement planétaire, et parmi eux des Etats conservateurs et producteurs d'énergie comme le Texas, le Colorado et le Montana. Au Texas, par exemple, le gouverneur républicain Rick Perry a relevé les normes obligatoires en matière d'énergies renouvelables en fixant à 5% la part de la consommation énergétique de l'Etat qui devrait leur revenir en 2009 – et en doublant cette part pour 2025. Vingt et un Etats et le District of Columbia ont adopté des normes d'énergies renouvelables (*Renewable Portfolio Standards*) exigeant qu'une portion de leur électricité provienne de sources renouvelables¹³. Les différences de climat entre les Etat et les régions déterminent le choix des énergies pour atteindre cet objectif. L'Arizona privilégie l'énergie solaire, les Dakota du Nord et du Sud recourent surtout aux éoliennes, le Rhode Island investit dans le développement d'une énergie issue du vent de haute mer, et les Etats de la « ceinture agricole » (Ohio, Kansas, Minnesota) utilisent leurs terres

¹² <http://usmayors.org>

¹³ http://epa.gov/CHP/pdf/rps_factsheet.pdf

pour cultiver des plantes destinées à produire de la biomasse. Ainsi l'Iowa compte dix-neuf unités de production d'éthanol et prévoit de porter ce nombre à vingt-sept d'ici à la fin de 2006, d'après l'association locale des combustibles renouvelables.

Californie

La Californie s'est fixé des objectifs ambitieux pour réduire ses émissions et constitue un exemple dans la lutte contre le réchauffement de la planète. Son PIB est l'un des dix plus importants au monde et elle est le douzième producteur de gaz à effet de serre. Mais c'est là que l'on trouve les lois les plus sévères des Etats-Unis en matière de pollution atmosphérique. Une large majorité de sa population approuve les mesures spécifiques de protection de l'environnement. 77% des Californiens soutiennent une loi de l'Etat exigeant des fabricants d'automobiles qu'ils réduisent les émissions de gaz à effet de serre dans les véhicules produits à partir de 2009, tandis que 69% appuient l'appel lancé par leur gouverneur, Arnold Schwarzenegger, en faveur d'une réduction de 80% des émissions de gaz à effet de serre pendant les cinquante prochaines années. Son plan pour « un million de toits solaires » a été soutenu par 76% de ses concitoyens, et sa proposition d'une « autoroute de l'hydrogène » est approuvée à 55%¹⁴.

- Les objectifs du gouverneur sont soutenus par nombre de mesures prises volontairement par plusieurs entreprises californiennes. Une cinquantaine d'entre elles ont adhéré au Registre de l'Action sur le Climat¹⁵. Elles déclarent la quantité de leurs émissions polluantes et mettent en œuvre les meilleures pratiques pour les réduire. Dans la Silicon Valley, des dizaines de sociétés se sont engagées à réduire leurs émissions polluantes de 20% par rapport au niveau de 1990 d'ici à 2010.
- La Californie est le troisième marché au monde pour l'énergie solaire et le premier aux Etats-Unis pour la production d'électricité d'origine éolienne. Les organismes de régulation ont approuvé la première partie d'un plan visant à faire de cet Etat le champion de l'énergie solaire. La commission de régulation des producteurs d'énergie a voté à l'unanimité pour tripler les investissements de l'Etat dans l'énergie solaire en 2006, de 100 milliards à 300 milliards de dollars, après avoir reçu plus de 5000 lettres de soutien à ce programme. La commission étudie aussi un projet de trois milliards de dollars prévoyant l'installation sur onze ans de panneaux solaires capables de produire 3 000 mégawatts d'électricité, ce qui permettra de couvrir les besoins d'un million de foyers, entreprises et édifices publics.
- Toutes les maisons construites en Californie depuis le 1^{er} octobre 2005 doivent se conformer à de sévères exigences en matière de rendement énergétique. En application des normes imposées par la Commission de l'Energie de Californie¹⁶, des lampes fluorescentes compactes doivent fournir au moins la moitié de l'électricité dans les

¹⁴ <http://www.ppic.org/main/publication.asp?I=623>

¹⁵ <http://www.climateregistry.org/>

¹⁶ <http://www.energy.ca.gov/>

¹⁶ <http://www.energy.ca.gov/>

cuisines. Les salles de bain, laveries et autres pièces de service doivent être éclairées par des lampes fluorescentes ou des lampes incandescentes avec détecteur de mouvement. On estime que ces nouvelles règles vont réduire la consommation domestique d'électricité d'au moins 30%. Les normes de rendement énergétique dans la construction et l'utilisation d'équipements à basse intensité devraient permettre une économie supplémentaire de 23 milliards de dollars d'ici à 2013, sachant que la Californie s'enrichit d'environ 200 000 nouveaux logements par an.

- Le programme californien le plus ambitieux pour réduire les gaz à effet de serre est celui qui concerne les émissions polluantes des voitures. Les véhicules motorisés constituent la source la plus importante d'émissions de gaz à effet de serre de l'Etat : avec quelque 26 millions de véhicules sillonnant ses routes, la Californie représente 10% du marché national de l'automobile. Pendant trente ans, cet Etat a servi de référence en matière de pollution automobile, et l'adoption en 2002 d'une loi sur les véhicules et le réchauffement de la planète (California Vehicle Global Warming Law) a fait du gouvernement californien le premier au monde à imposer des limites sur les émissions de gaz à effet de serre des voitures particulières. En septembre 2004, le Conseil des Ressources Atmosphériques de Californie a approuvé une réglementation limitant les émissions de gaz à effet de serre pour les voitures et camionnettes immatriculées à partir de 2009. Quand elles seront pleinement mises en œuvre, ces normes à court terme (2009-2012) auront pour effet une réduction de 22% par rapport au parc automobile de 2002 et les objectifs à moyen terme (2013-2016) aboutiront à une réduction d'environ 30%.

Les nouvelles normes californiennes en matière d'émissions polluantes ont déjà eu un impact au niveau national. En vertu de la loi fédérale sur la propreté de l'air, (California Clean Air Act), la Californie peut imposer aux véhicules particuliers et utilitaires des normes plus sévères que les normes nationales. D'autres Etats peuvent choisir les normes de la Californie. Ainsi le Connecticut, le Maine, le Massachusetts, le New Jersey, l'Etat de New York, l'Oregon, la Pennsylvanie, le Rhode Island, le Vermont et l'Etat de Washington ont adopté les normes californiennes pour les pots d'échappement afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre des voitures et plusieurs autres Etats envisagent de suivre leur exemple.

La Californie s'est aussi engagée à n'acheter que les véhicules au meilleur rendement énergétique pour le parc automobile de l'Etat et à réduire la consommation de pétrole de 15% par rapport à 2003 d'ici à 2020.

De surcroît, le gouverneur Arnold Schwarzenegger a mis en place un programme de déploiement d'« autoroutes de l'hydrogène » en Californie avec au moins 150 stations-service distribuant du carburant hydrogène, pour stimuler le développement et la commercialisation des véhicules à hydrogène. A ce jour, vingt-sept stations-service distribuent du carburant hydrogène à travers les Etats-Unis. La Californie détient le record du nombre de voitures hybrides aux Etats-Unis, suivie par la Virginie, l'Etat de Washington, la Floride et le Maryland.

Etat de New York

- L'Etat de New York a été le premier à adopter le programme californien sur les émissions polluantes des automobiles au début des années 1990, en exigeant que, à partir de 1998 2% des nouvelles voitures soient des véhicules à émission zéro, c'est-à-dire fonctionnant à l'électricité ou un autre carburant vert, que ce chiffre passe à 5% en 2001 et qu'à partir de 2003 cette disposition s'applique à 10% de toutes les grosses voitures.
- New York est la première grande ville dans laquelle circulent régulièrement des taxis hybrides, grâce à la loi sur les taxis non-polluants de 2005. Ces taxis hybrides contribueront à assainir l'air respiré par les New-Yorkais et ils feront faire à leurs chauffeurs des économies de carburant. D'après la commission des taxis et limousines de la ville de New York, un taxi new-yorkais couvre environ 160 000 kilomètres par an. L'économie en carburant pour son chauffeur devrait se chiffrer à plusieurs milliers de dollars par an.
- Le parc automobile de l'Etat de New York compte plus de 4 600 véhicules roulant au carburant vert – éthanol, gaz naturel ou propane. De plus, le gouverneur Pataki a décidé que, d'ici à la fin de la décennie, tous les véhicules achetés par l'Etat, à l'exception des véhicules d'urgence, (environ 1 200 par an) rouleraient au carburant vert.

Parmi les autres initiatives du gouverneur Pataki, citons :

- Une directive « Energie verte » à l'intention des agences de l'Etat. En 2001, le gouverneur a promulgué une ordonnance exigeant que, d'ici à 2010, au moins 20% des besoins en énergie des services de l'Etat soient couverts par des carburants verts.
- Le gouverneur a publié une ordonnance imposant que, d'ici à 2010, toutes les administrations de l'Etat réduisent leur consommation énergétique de 35% par rapport aux niveaux de 1990. Cette mesure devrait réduire les émissions de CO² d'environ 1 400 000 tonnes d'ici à 2010. De plus les services de l'administration ont ordre de remplir 20% au moins de leurs besoins en électricité à partir de sources d'énergie renouvelable.
- Aujourd'hui, l'Etat de New York a l'une des réglementations les plus strictes des Etats-Unis en matière d'énergie renouvelable, exigeant qu'un quart de l'énergie consommée en 2013 soit propre. D'ici à l'an prochain, trois usines d'éthanol devraient commencer à produire dans l'Etat. Le gouverneur veut que les vingt-sept stations-service de l'autoroute New York State Thruway et une centaine d'autres à travers l'Etat distribuent de l'éthanol et du biodiesel en 2006, premier pas dans la réduction de la consommation de pétrole de l'Etat.
- Très complet, le Plan Energie adopté par l'Etat de New York en 2002 impose un taux de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990 de 5% pour 2010 et 10% pour 2020.

LES VILLES

Aux Etats-Unis, 80% de la population habitent des zones urbaines et plusieurs maires se battent pour transformer leurs villes en modèles en matière d'environnement. Les villes sont dans une position unique pour stimuler le recours aux énergies renouvelables et à la construction durable. Elles peuvent concevoir des paysages urbains au meilleur rendement énergétique, se doter de systèmes de transport en commun, réduire l'usage de la voiture et inciter les entreprises à passer à des carburants plus propres. D'énormes bénéfices récompensent généralement de telles initiatives : moins de fonds publics consacrés à l'énergie, transports plus pratiques, compétence en matière de rendement énergétique aidant les entreprises locales à décrocher des contrats dans le monde entier, et bien sûr un environnement plus propre.

Seattle

Seattle a été une des premières villes à pratiquer le recyclage, la conservation de l'eau et la recherche du rendement énergétique. Son maire, Greg Nickels, a remporté le « Prix 2005 de la qualité de la vie en ville » pour son « Initiative de Protection du Climat à Seattle ». « Nous sommes fiers de servir d'exemple à d'autres villes en démontrant que vous n'avez pas à choisir entre votre environnement et votre économie. Vous pouvez améliorer les deux à la fois... En tant que municipalité, nous avons déjà réduit nos émissions de gaz à effet de serre de plus de 60% par rapport au niveau de 1990. Mais ce n'est pas assez ; il nous faut œuvrer ensemble en tant que communauté pour fixer des limites à la pollution et au réchauffement de la planète»¹⁷.

- Les nouveaux édifices municipaux, notamment l'Hôtel de Ville, le Palais de Justice et le grand auditorium McCaw Hall, ont été construits en conformité avec les « normes vertes ».
- Le parc automobile de la ville ne cesse de s'enrichir de véhicules hybrides gaz-électricité, au diesel à teneur ultra-faible en soufre, et au biodiesel. Tous les camions de la municipalité vont être équipés de mécanismes de contrôle des gaz d'échappement qui réduiront d'environ 50% les émissions et particules toxiques. Les cinq cents véhicules de la ville qui roulent au diesel ne consomment que du B20, mélange de diesel à teneur très faible en soufre et de biodiesel, c'est-à-dire le plus propre des diesels disponibles.
- Les administrations municipales doivent réduire leur consommation de papier de 30% avant la fin de l'année 2006.
- City Light, le service municipal d'électricité, a atteint l'objectif fixé il y a dix ans, de zéro émission de gaz à effet de serre, grâce à un programme de conservation de l'énergie et d'énergies renouvelables. Plus de 90% de l'électricité vendue par ce service l'an dernier provenait de barrages hydroélectriques, avec une contribution de 4% des

¹⁷ http://www.ci.seattle.wa.us/environment/climate_protection.htm

centrales nucléaires et un complément des fermes éoliennes et des usines fonctionnant au gaz naturel et au charbon.

- City Light a déjà signé des contrats pour la fourniture aux heures de pointe de cent mégawatts d'énergie éolienne et acquis 14,5 mégawatts de conservation. Dans le cadre du « programme pour une énergie verte », ce service a apporté un soutien financier et technique à neuf systèmes d'énergie solaire dans les écoles et les parcs de Seattle et il a soutenu une loi de l'Etat en faveur d'un meilleur rendement énergétique et de l'approvisionnement en énergie renouvelable offrant aux services publics de la flexibilité pour atteindre ces objectifs.
- Les véhicules municipaux, la voirie, le service public de ramassage des ordures et bientôt celui du ferry de Seattle vont passer au biodiesel.
- En septembre 2005, le maire de Seattle a publié une ordonnance imposant à toutes les administrations municipales de remplacer chaque arbre arraché d'un espace public par la plantation de deux nouveaux arbres. Son budget pour 2006 prévoit d'affecter 170 000 dollars à la plantation d'arbres.
- Depuis le lancement de l'« Initiative Seattle Propre », les résidents participent avec les employés municipaux à des actions de nettoyage des parcs et des rues. En 2003, plus de 1 500 volontaires ont ainsi nettoyé douze quartiers.
- Afin d'améliorer les transports intra-urbains, la municipalité a choisi d'investir dans la construction d'un réseau ferré. Elle a obtenu 75 millions de dollars de financement fédéral et rendu la circulation plus fluide grâce à une meilleure signalisation et la remise à niveau des rues; elle a subventionné le Monorail et proposé les tramways de South Lake Union comme moyens de transport à la fois plus sains et plus propres. Les particuliers qui pratiquent le covoiturage ou qui se débarrassent de leur seconde voiture se voient offrir soit des primes soit la possibilité d'utiliser pour un temps limité l'une des 130 voitures que la ville met à la disposition de ses habitants.
- Une nouvelle réglementation a été mise en œuvre pour que Seattle regagne son titre de champion national du recyclage. 100 000 sacs de recyclage ont été distribués dans les immeubles à travers la ville pour encourager le tri sélectif. Selon la mairie, 60% des déchets domestiques de Seattle sont recyclés.
- En outre, la municipalité a prodigué des incitations et une assistance technique au secteur privé pour accélérer la prise en compte de l'environnement dans la conception de projets du bâtiment.

Portland

La ville de Portland passe, aux yeux de beaucoup, pour être le laboratoire environnemental du pays depuis qu'en 1993 sa municipalité fut la première des Etats-Unis à adopter une stratégie de lutte contre le changement climatique. Elle a obtenu de remarquables résultats avec les émissions de CO² qui sont retombées au niveau de 1990, année de référence des accords de Kyoto. Cette réduction n'a pas coûté cher, elle a au contraire entraîné des avantages importants : moins d'argent du contribuable dépensé sur l'énergie, des modes de transport plus pratiques, une ville plus verte et une expérience en matière de rendement énergétique qui aide les entreprises de Portland à remporter des contrats dans le monde entier¹⁸.

Cette baisse des émissions est due à une augmentation importante des transports en commun, et notamment à la création de deux lignes de réseau ferré. Depuis 1990, la fréquentation des transports en commun a augmenté de 75%. La municipalité encourage aussi la marche et la bicyclette : elle a aménagé 1 200 kilomètres de voies cyclables et le nombre de personnes qui vont travailler à pied ou à bicyclette a augmenté de 10%. Non seulement la municipalité a exigé des entreprises locales que, si elles offrent un parking gratuit à leurs salariés, elles doivent aussi subventionner leurs cartes de bus, mais elle propose à tous les employés municipaux soit une participation de 25 dollars par mois à leur carte de bus soit des places de parking uniquement pour ceux qui pratiquent le covoiturage.

- Portland fait appel aux énergies renouvelables pour plus de 10% de sa facture d'électricité. Toutes les ampoules des feux de signalisation ont été remplacées par des ampoules de faible consommation, ce qui a réduit la consommation d'électricité de 80%.
- Portland a un taux de recyclage des déchets de 53%, l'un des plus élevés du pays.
- La municipalité a planté plus de 750 000 arbres et arbustes depuis 1996, ce qui a amélioré la qualité des voies d'eau et absorbé le gaz carbonique de l'atmosphère.
- Le nombre des cyclistes a triplé à Portland au cours de la dernière décennie. Une voie cyclable récemment inaugurée relie l'aéroport (où le parking des vélos est gratuit) au réseau cyclable de la ville.
- La municipalité offre des incitations et une assistance technique à tous ceux qui construisent des bâtiments à très haute performance énergétique.
- Portland a aussi rejoint la Bourse d'Echanges Climatiques de Chicago (*Chicago Climate Exchange*) et a pris des engagements juridiquement contraignants pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

¹⁸ <http://www.sustainableportland.org>

Chicago

Chicago a été consacrée l'une des dix villes les plus vertes des Etats-Unis par le service d'information des consommateurs Green Guide, organisme à but non lucratif, et le maire, Richard Daley, a déclaré qu'il veut voir sa ville occuper la première place sur cette liste.

- Chicago a lancé un programme de réduction volontaire des émissions de CO² semblable à celui de l'Union européenne, fixant des objectifs de pollution aux entreprises et leur attribuant des droits d'émission négociables afin d'atteindre ces objectifs. Les entreprises peuvent échanger ces droits d'émission de gaz à effet de serre à la Bourse de Chicago¹⁹, premier marché américain des quotas de pollution, et les fonds de pension font l'objet de pressions afin de contraindre les entreprises à mieux prendre en compte le réchauffement de la planète. La Bourse de Chicago permet aux entreprises et aux gouvernements ayant dépassé leurs objectifs de réduction de vendre des droits d'émission aux moins bons élèves de la lutte contre la pollution. Vendeurs et acheteurs sont convenus de réduire les émissions de CO² de 1% par an.
- Chicago a prévu que 20% de son électricité proviendrait de sources renouvelables, éolienne, solaire ou autres d'ici 2007.
- La municipalité opère une station-service publique à l'intention des usagers réguliers de bicyclettes offrant des places de parking 24 heures sur 24, des douches et de quoi réparer son vélo. Environ 750 000 habitants de Chicago utilisent les quelque deux cents kilomètres de voies cyclables de leur ville.
- Chicago incite les promoteurs et propriétaires d'immeubles d'appartements à construire des « toits verts », c'est-à-dire à planter des jardins sur les toits pour une meilleure isolation et une amélioration de la qualité de l'air. La mairie de Chicago elle-même possède sur son toit un jardin de 1 800 m² pour réduire l'effet « îlot de chaleur urbaine ».
- Les véhicules municipaux ont des moteurs à faibles émissions. Vingt d'entre eux vont être équipés de moteurs hybrides diesel-électricité ; coûtant chacun 530 000 dollars, ces véhicules ont un bon rendement énergétique et réduisent les émissions polluantes. Les nouveaux autobus à moteur propre permettront de réduire les émissions de l'ensemble du parc municipal de 203 tonnes par an, soit 10%.

¹⁹ <http://www.chicagoclimatex.com>

Conclusion

Le succès et la popularité des programmes conçus par les Etats, les municipalités et autres administrations aux Etats-Unis constituent un grand progrès collectif sur la voie de la protection de l'environnement. Beaucoup d'Américains, sinon la plupart, sont désormais conscients de la nécessité de changer leurs habitudes, de chercher activement d'autres technologies qui favorisent la croissance, «de penser planétairement et d'agir localement» pour un avenir plus durable. Toutes ces mesures prises dans leur ensemble auront un profond effet positif sur notre futur.